

### III

#### LA COMMUNALISATION DES OBJETS DE CONSOMMATION

La première tâche du régime communiste consiste à monopoliser les objets de consommation, afin de se trouver en mesure de satisfaire, dans le plus bref délai, les exigences du prolétariat.

Une tendance à supprimer le commerce privé se manifeste déjà dans notre société par la fondation de coopératives d'approvisionnement gérées par les consommateurs à leur profit ou par l'institution, de comptoirs administrés par les producteurs capitalistes.

Après avoir mis en contact immédiat fabricants et usagers, la Commune, par l'expropriation, fait passer dans le patrimoine collectif, les richesses précédemment détenues par des particuliers. La tâche de répartir ces biens incombe alors aux organismes qui, restant sous le contrôle direct de la Société, sont à même de connaître et de contenter les moindres besoins de chacun : les offices coopératifs.

La suppression radicale des transactions privées est une mesure indispensable si l'on veut éviter le gaspillage des denrées, ou leur accaparement par la bourgeoisie, grâce à la force acquisitive du numéraire ou des valeurs qu'elle détient encore.

Un ancien administrateur d'une coopérative socialiste de consommation, Maurice Erdelyi, tenta d'organiser, durant la Commune, en qualité de commissaire, la répartition des produits.

Sa première mesure consista dans la communalisation des magasins de gros ou de détail occupant, au 21 mars, plus de dix personnes. Ces établissements furent dès lors dirigés, sous le contrôle du commissariat de la production, par des gérants nommés par le personnel.

Puis on effectua l'inventaire des stocks de matières entreposées. L'opération dura deux semaines, pendant lesquelles toutes les boutiques, à l'exception des épiceries coopératives, durent fermer leurs portes.

Il fallut enfin distribuer méthodiquement les produits sur des bases communales et concentrer le commerce.

A Budapest, se trouvait une importante coopérative de consommation possédant environ deux cents bureaux répartis dans les divers quartiers. Elle était désignée naturellement pour assurer la distribution. Mais en province, le mouvement coopératif n'avait jamais pris d'extension et ne disposait pas d'organisme commercial de quelque intérêt.

Erdelyi et ses collaborateurs se virent ainsi contraints d'instituer rapidement un service d'approvisionnement assez concentré pour réduire au minimum les faux-frais et assez décentralisé pour satisfaire dans les endroits les plus reculés, la diversité des besoins. Dans chaque centre, ils s'efforcèrent d'établir un magasin communal abondamment pourvu et doté du monopole du commerce dans un rayon déterminé par les intéressés. Les offices d'approvisionnement fonctionnèrent vite. On rencontrait des offices de matières fournissant aux usines les produits bruts ou mi-ouvrés. Des offices du vêtement, du meuble, des légumes maraîchers étaient organisés sur le modèle de nos entreprises à succursales multiples.

Une difficulté surgit bientôt : Certains offices, par suite de la pénurie de matières, principalement les offices de vivres, ne pouvaient entièrement contenter les demandes. On recourut donc au rationnement, comme on l'avait fait pendant la guerre, mais avec une plus minutieuse rigueur. On servit d'abord les vieillards, les femmes enceintes et les malades; puis les femmes et enfants des soldats engagés sur le front, sur présentation d'un certificat attestant leur qualité ; enfin, les miliciens et les ouvriers syndiqués.

Toute la population valide s'étant groupée dans les syndicats, les consommateurs furent alors, répartis en cinq classes selon leur vigueur physique, leur âge, leurs connaissances, leurs aptitudes et leurs besoins.

Cependant, parallèlement aux offices d'approvisionnement, une autre organisation s'établit. Durant les hostilités et la République, dans chaque usine comme dans chaque bureau, les travailleurs avaient fondé des sociétés amicales d'achat en commun. Après le 21 mars, ces associations se transformèrent en comités de distribution. Le Conseil d'atelier ou de bureau chargeait des hommes de confiance de recevoir des organismes compétents des quantités de marchandises, principalement d'anciens stocks militaires, qu'il répartissait entre les employés, sans débours de numéraire. Les métallurgistes de Csepel recevaient ainsi par semaine, pour leur famille et eux, une oie et des légumes. En outre, sous l'instigation de Varga, on créa dans les établissements importants des restaurants coopératifs où les ouvriers étaient gratuitement nourris.

Les villes furent, pendant le régime communiste, abondamment pourvues de pommes de terre, de choux, de courges et de cachats. Les distributions de viande avaient lieu deux fois par semaine. Pour un syndiqué, il était si facile d'obtenir des vêtements qu'un trafic condamnable s'effectua : afin d'avoir certaines denrées de choix qu'on ne pouvait acquérir aisément des offices, sinon pour les malades (oeufs frais, saindoux...), des ouvriers demandaient un ou deux costumes par quinzaine qu'ils recédaient en cachette aux paysans fournisseurs des offices. Ceux-ci, retirant d'un tel négoce un avantage considérable n'approvisionnèrent plus régulièrement les centres communaux. Il en résulta un malaise dans la répartition dont l'équilibre se rompit. Les vieillards, les débiles ne purent être alimentés convenablement à leur état ; les anciens journaliers et domestiques, soutiens du régime dans les campagnes, se virent désavantagés au profit des dirigeants des syndicats agricoles, chargés de la garde des denrées de la communauté dont ils usaient indûment à leur seul profit.

L'avis n° 15, publié par le commissariat de la prévoyance sociale régla la communalisation des habitations. Chaque maison élit son Conseil d'exploitation et nomma un homme de confiance. Celui-ci, aidé de volontaires, entreprit localement l'inventaire des appartements vacants ou incomplètement utilisés. Les locataires n'eurent droit qu'à une chambre par adulte, les logements disponibles furent immédiatement attribués aux indigents. Trois cent mille ouvriers changèrent de domicile ou vinrent occuper les anciennes demeures des bourgeois. En outre, on décida que les loyers seraient recouverts par l'homme de confiance, encaissés pour compte du Conseil d'exploitation, et versés au fisc de la Commune. Mais la perception des loyers fut sans cesse reculée. Et la politique monétaire des communistes rendit entièrement vaine cette résolution qui n'avait été prise que pour apaiser les éléments démocrates des Conseils.

Après avoir assuré, dans une large mesure, le pain et le logis aux travailleurs, le régime communiste prétendit satisfaire les besoins de luxe. Un Conseil de la production littéraire et de l'instruction publique se constitua. Alexandre Szabados, Sigismond Kunfi, Georges Lukacs et Tibor Szamuely le composèrent. Par la suite, Szamuely quitta le Conseil pour jouer ce rôle de terroriste qui le plaça dans le domaine de la légende. Szabados était un journaliste talentueux doublé d'un marxiste intransigeant. Les blancs le condamnèrent aux travaux forcés à perpétuité. Il fut échangé en 1920, contre des officiers hongrois, prisonniers des Russes.

Georges Lukacs, fils d'un banquier Pestois, passe pour un remarquable esthéticien. Membre correspondant de l'Institut de Leipzig, il obtint, avant la guerre, de l'académie hongroise, un prix pour son ouvrage sur *l'Evolution du Drame Moderne*. Individualiste, il se tint longtemps à l'écart du mouvement révolutionnaire. Mais en 1917 et 1918, il encouragea l'activité des antimilitaristes et sous le gouvernement démocrate, adhéra au parti communiste naissant. D'une sveltesse rare, la voussure des épaules ployant sous le faix de la tête, les cheveux fin rejetés en arrière du front, des yeux myopes, la mise correcte d'un petit fonctionnaire retraité, Lukacs, durant la Commune, parcourut sans trêve usines, campagnes, tranchées, vantant les beautés du régime. Arrêté par les réactionnaires en août 1919, jugé et condamné à la peine maxima, il fut sauvé grâce à l'énergique pression des universitaires anglo-américains, sur les autorités magyares.

Le docteur Kunfi professait à l'Ecole de Commerce, quand Apponyi le révoqua, en 1909, pour son ouvrage « *Le Crime de notre Instruction Publique*. » Il fit alors partie de la rédaction du « *Nepszava* », puis fonda, une revue, « *Le Socialisme*. » Il représentait le parti socialiste hongrois à la Conférence internationale de Berne.

Pendant la Commune, il dirigea le commissariat de l'instruction publique. Kunfi et ses amis, pour accroître, avec leur capacité intellectuelle, la puissance de production et les appétits de puissance des ouvriers, envisagèrent de transformer les conditions de l'hygiène sociale et de rénover l'éducation.

Le deuxième décret promulgué par les commissaires interdit l'ouverture de débits de boissons, sous peine d'une amende de 50.000 couronnes. La consommation de l'alcool fut défendue, et les délinquants, passibles d'un emprisonnement d'un mois. Tibor Szamuely prit personnellement l'initiative d'effectuer le recensement des salles de bains municipales et privées. Il invita les enfants à se laver le corps entier une fois par jour, dans les baignoires communalisées. Les hommes de confiance de la maison et les pédagogues veillèrent strictement à l'exécution de ces prescriptions.

Dans des cinémas spéciaux, obligatoirement, les jeunes gens des deux sexes âgés de treize ans, contemplaient le déroulement des maladies vénériennes que commentaient les médecins. Les moyens de se préserver du fléau étaient énoncés ; et ces visions impressionnaient tant les spectateurs, qu'on constata vite un raffinement de propreté dans la toilette intime et les mœurs.

Dès quatorze ans pour les femmes, seize ans pour les hommes, sans requérir le consentement paternel, après examen médical, les individus pouvaient s'unir. On n'exigeait d'autres formalités que l'inscription des noms et qualités sur le registre de la Commune. Le divorce, devenu unilatéral, s'effectuait dans les 24 heures. L'Union libre fut de la sorte instaurée. Les malades, les tarés devaient être obligatoirement stérilisés. L'avortement était autorisé, pourvu qu'il eut lieu dans les hôpitaux, afin d'appliquer scrupuleusement les ordonnances de l'hygiène et réduire les souffrances des sujets. Les enfants dont les parents ne voulaient ou ne pouvaient assumer la charge étaient confiés à des crèches communistes.

On modifia totalement l'enseignement scolaire. Les Facultés de Jurisprudence et de Théologie furent closes. Les livres d'instruction religieuse et d'histoire politique brûlés. L'enseignement de la biologie remplaça celui du catéchisme. Durant quatre semaines, les professeurs suivirent des cours spéciaux dans lesquels on leur exposa succinctement l'idéologie communiste. On s'efforça surtout d'inculquer aux enfants le goût du travail manuel autant que celui du labeur intellectuel. Un exeat délivré après un certain temps d'études suppléa les examens et concours jugés inutiles. Les élèves nommèrent un Conseil de classe, chargé de maintenir l'ordre en place du maître.

Les théâtres, musées, cinémas et concerts furent nationalisés ou communalisés selon leur importance. Sur présentation de la carte syndicale, chacun put assister à un spectacle. En même temps, sous l'impulsion de Szabados, les éditions de livres se multiplièrent. En moyenne, deux ouvrages parurent quotidiennement. Le prix d'achat des volumes resta le même que jadis, mais les salaires avaient augmenté dix à douze fois, si bien que l'on acquit des volumes presque gratuitement. Les traductions des meilleurs écrivains français, russes et allemands furent publiées. L'activité intellectuelle, pendant le régime communiste, atteignit le paroxysme.

## IV

### LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Dès sa constitution définitive, en 1890, le parti social-démocrate, fondé par des autrichiens ou des magyars germanisés se réclama des plus orthodoxes principes marxistes et déclara n'être qu'un instrument de classe destiné à battre en brèche, sans défaillance ni compromission, le capitalisme national. Malgré ses assertions, il fit constamment appel à la bourgeoisie et, pour acquérir à ses membres quelques sièges parlementaires ou municipaux, ne craignit pas de s'allier tantôt avec les radicaux et démocrates des villes, tels que le ministre Kristoffy, tantôt avec les agrariens hostiles à la socialisation des terres. Dans leurs manifestations, les socialistes s'affirmèrent internationalistes et partisans du droit des minorités à librement disposer d'elles. Cependant, pour s'attirer la sympathie des boutiquiers et de la petite noblesse, avant et pendant la guerre, ils se rangèrent du côté des chauvins. Insoucieux du sort misérable des nationalités, ils préconisèrent le centralisme administratif, la prépondérance de Budapest et des intérêts hongrois sur les villes provinciales et les besoins des races soumises.

En face de ces révolutionnaires d'antichambre se dressa le comte Ervin Batthyany. Batthyany, qui s'était lié d'amitié avec Kropotkine, fut l'instigateur du mouvement anarchiste hongrois contemporain. Possesseur d'immenses domaines en Pannonie, il distribua ses terres aux journaliers et partagea leur vie quelques temps. Il édita dans la ville de Szombathely un périodique libertaire « *Terstverség* » (Fraternité). Dans sa propagande, comprenant que l'anarchisme, pour se réaliser, doit s'appuyer sur toutes les manifestations sociales en les renouvelant, il s'entoura de syndicalistes, de coopérateurs, de communalistes. En 1907, il se rendit à Budapest où il mit sur pied un hebdomadaire « *Tarsadalmi Forradalom* » (La Révolution sociale) qui, sous divers noms, vécut jusqu'à la chute du régime des Conseils.

Pour subvenir aux besoins financiers de cet organe et accroître d'une manière scientifique son agitation, s'organisa, en Hongrie, *l'Union des Socialistes Révolutionnaires* se revendiquant des principes émis au Congrès anarchiste International de 1907 et dont les membres entrèrent par la suite dans le *Cercle galiléen*. *La Révolution Sociale* entra violemment en lutte avec le « *Nepzava* », quotidien officiel du parti socialiste contre lequel s'insurgèrent de même en 1918-19 les communistes. Les social-démocrates prétendaient en effet subordonner l'activité des syndicats à celle de leur parti et contraindre les adhérents des organisations ouvrières à rejoindre leurs sections politiques.

Le premier congrès des syndicats hongrois se tint en 1899. Le Comité d'initiative provisoirement désigné réclama la fédération des guildes de métiers, l'ouverture de bureaux de placement. Par la suite, lorsque le mouvement syndical fut coordonné, on nomma un Conseil de onze membres chargés d'assister les syndiqués en justice, de dresser les statistiques du travail, de publier les journaux corporatifs, de préparer les congrès. Les Fédérations restaient entièrement autonomes dans leur cercle corporatif, mais elles se trouvaient soumises dans leurs rapports avec les autres syndicats aux décisions du Conseil que cinq Inspecteurs étaient chargés de faire respecter.

Les syndicats, souvent dissous par ordre gouvernemental, se transformaient alors en sociétés secrètes. Et cette métamorphose se réalisait d'autant plus facilement que les syndicats autorisés ne devant pas posséder de fonds de grève se doublaient toujours d'une organisation clandestine munie d'une trésorerie échappant au contrôle de la police.

La puissance du syndicalisme hongrois s'accrut vite. En 1902, les syndicats industriels comptaient dix mille syndiqués. Trois ans après, le nombre de leurs membres atteignait 53.169, il passait successivement de 136.000 en 1910 à 159.884 en 1917, 721.437 en 1918 et 1.421.000 durant la Commune.

Mais à cette époque, les syndicats comprenaient non seulement comme jadis les travailleurs des industries lourdes (filatures, constructions mécaniques, bâtiments), mais ceux de toutes les industries, à l'exception de l'agriculture. Des syndicats de guildes et de bonnes d'enfants voisinaient donc avec des syndicats de tisserands et de corroyeurs. Cette augmentation du chiffre des syndiqués s'explique par la tendance des

communistes à ne s'intéresser qu'aux ouvriers organisés.

Bela Kun déclarait à ce sujet, le 14 mai 1919 : « L'appareil de notre industrie repose sur les syndicats. Ces derniers doivent s'émanciper davantage et se transformer en puissantes entreprises qui comprendront la majorité, puis l'ensemble des individus d'une même branche industrielle. Les syndicats prenant part à la direction technique, leur effort tend à saisir lentement tout le travail de direction. Ainsi, ils garantissent que les organes économiques centraux du régime et la population laborieuse travaillent en accord et que les ouvriers s'habituent à la conduite de la vie économique. C'est le plus efficace moyen d'annihiler la bureaucratie de l'organisation. Jamais le syndicalisme n'a possédé l'importance qu'il a de nos jours. Sa nature n'est pas politique; sa mission sera d'organiser et contrôler la production. Il peut atteindre un développement extrême. Il a du reste pris une extension considérable depuis octobre 1918. »

Ervin Szabo, conservateur de la Bibliothèque Municipale de Budapest, fut le théoricien du syndicalisme libertaire. Traducteur des oeuvres de Marx, il comprit la nocivité des tendances politiciennes et de la philosophie matérialiste du sociologue allemand. Ne s'intéressant qu'à l'organisation économique, il voulut inculquer au mouvement syndical une inclinaison anarchiste, le goût de la violence méthodique. Il s'adonna surtout à l'éducation idéaliste des ouvriers auxquels il apprit à lutter en vue d'obtenir non seulement une amélioration de leur sort, mais la maîtrise totale de la production et de la répartition des richesses, Szabo s'opposait aux prédicants réformistes du syndicalisme. Il leur reprochait de s'en tenir à la lettre du *Capital*, d'être opportunistes et parlementaires. Il les blâmait d'obéir aveuglément aux décisions socialistes et de se désintéresser des questions sociales, de réclamer le suffrage universel et de ne pas s'indigner des exactions patronales. Ervin Szabo mourut pendant la république de Karolyi. Ses disciples, les anarcho-syndicalistes, entrèrent tous dans le parti communiste. Ce furent eux qui réclamèrent, dans les relations commerciales à l'intérieur du pays, la disparition du numéraire capitaliste sous ses divers aspects. Ils voulaient simplement que dans la période post-révolutionnaire, chaque travailleur pût obtenir dans les magasins de vente les objets nécessaires à son entretien sur la seule présentation de la carte syndicale. Ils espéraient, par ce moyen, contraindre les bourgeois à apprendre un métier utile, à se confondre avec le prolétariat organisé, et en même temps, retirer aux ouvriers leur aveugle confiance dans la puissance acquisitive et productrice de l'argent.

Par le décret n° 9, les Conseils ordonnèrent de communaliser ou socialiser, sans dédommagement pour les anciens propriétaires, les usines employant plus de vingt ouvriers ou susceptibles d'en occuper un nombre semblable.

Cet arrêté fut immédiatement appliqué. D'ailleurs, les employés des importantes fabriques s'étaient emparés depuis longtemps des machines et groupés en soviets. Un conseil ouvrier de trois à onze membres, selon les entreprises, élu au scrutin direct et secret se chargeait de l'administration de l'usine. L'ensemble des travailleurs conservait le droit de révoquer les délégués au Conseil. Le Conseil d'usine protégeait les machines contre le sabotage ou le cambriolage. Provisoirement, tant que l'économie nationale vacillait, il dirigeait la production. Il avait pour principale mission de maintenir la discipline du travail et d'assurer l'application des usages professionnels. Par suite de l'instabilité des délégués, on ne pouvait leur confier l'entière direction de l'usine. Délivrés du travail physique, retirant de leur fonction une influence qu'ils désiraient conserver pour ne pas s'aliéner la sympathie des électeurs, ils autorisaient un relâchement continu dans la discipline et la production individuelle diminuait. A côté d'eux se trouvaient les commissaires à la production nommés directement par le Conseil Economique ou par le Commissariat de la production sociale. C'étaient des ingénieurs entourés de la confiance des travailleurs ou des ouvriers spécialisés aidés de techniciens. En accord avec le Conseil d'Usine, ils exécutaient les décisions techniques des soviets départementaux, des syndicats ou du Conseil Economique. Ils assuraient la production. Ils remplaçaient les anciens directeurs et possédaient une autorité purement technique. Dans la fabrique, ils représentaient la collectivité comme le Conseil représentait le personnel. En cas de litiges, celui-ci devait suivre les ordres des commissaires jusqu'à ce qu'interviennent les résolutions des autorités économiques.

Sur le modèle des trusts américains, pour intensifier la production, on concentra les usines d'une même branche. Ces Centrales, dotées d'une direction technique unique, achetaient les matières premières, plaçaient

les ouvriers, décidaient des formes de l'activité industrielle. Pour obtenir les objets bruts ou mi-ouvrés à traiter elles s'adressaient aux offices de Matières soumis d'abord au Commissariat de la Production Sociale, puis rendus autonomes.

Ces offices étaient dirigés par un Conseil de Distribution formé d'individus désignés à ce poste par les syndicats intéressés. Les distributeurs répondaient de leurs actes devant le Conseil Economique et les Syndicats.

Dans chaque département un Conseil départemental réglait la vie économique de la région, prévoyait les besoins de la population, présentait aux compétences les réclamations, veillait à l'exécution des travaux publics.

Le Conseil Economique Populaire, composé de soixante membres présentés par les syndicats, les conseils départementaux, les coopératives de production et de consommation, discutait et résolvait les questions d'ordre national. Au début du régime, les commissariats avaient simplement poursuivi l'œuvre et pratiqué les méthodes des anciens ministères bourgeois. Afin d'éviter qu'on ne prenne sur des sujets semblables des décisions contradictoires, le Congrès des Conseils, en juin 1919, décida de réunir les commissariats dans le Conseil Economique dont ils ne formèrent désormais que des départements. Ainsi furent établis les départements de la répartition de matières premières, du Commerce Extérieur, de la production sociale, de l'Agriculture, des Finances, de l'Alimentation, des Transports, du Contrôle, des Constructions, du Travail et de la Prévoyance sociale. Quatre présidents désignés par le Congrès des Soviets eurent le titre de commissaires. Avec les directeurs des six autres départements, ils composèrent le Directoire Economique, responsable devant le Congrès et destiné à exécuter les décisions du Conseil Economique. Le Directoire fut aidé dans sa tâche par le Conseil de l'Economie rurale, composé de quarante membres élus au suffrage direct par les paysans, les forestiers, les aubergistes campagnards et par le Conseil Technique recruté parmi les artisans spécialisés, les membres de syndicats et des coopératives de production. Un tailleur de pierres, Désiré Bokanyi, le secrétaire général du syndicat des métallurgistes, Antoine Dovcsak et Jules Hévéri veillèrent particulièrement à la production industrielle.

Malgré cette centralisation économique et cette intégration, la production industrielle diminua.

En 1913, on extrayait 10 millions de tonnes de charbon et le rendement quotidien d'un bon mineur atteignait 8,02 qu. m. En juin 1919, la production journalière du mineur n'était que de 4 qu. m. En 1914, la Hongrie fournissait en moyenne 20 wagons de lin par mois; durant la Commune, seulement six wagons. En 1915, les brasseries donnaient 3.054.161 hectolitres de bière. Pendant les cinq mois de la « dictature » elles ne fournissaient que 208.000 hectolitres. Soixante-quinze mille ouvriers travaillaient dans la métallurgie en 1919 contre environ cinquante-quatre mille en 1914. Néanmoins, leur production mensuelle dans l'ensemble des branches n'était que de 80 % de celle d'avant guerre. L'un des présidents du Conseil Economique, Varga, déclarait avec franchise au Congrès des Soviets, le 15 juin « Le rendement du labeur personnel a diminué de 50 % en comparaison avec le temps de paix. Pour l'industrie, cette réduction atteint 30 % dans la fabrique de machines Lang, 75 % dans la fabrique d'ascenseurs de Mathyasfold. Elle est moindre dans les entreprises où l'activité des ouvriers se borne à utiliser les machines comme dans l'industrie chimique et les minoteries. » Cette chute eut pour causes évidentes la mobilisation générale des travailleurs et le relâchement de la discipline.

Quand au lendemain de la proclamation de la Commune, on sentit la nécessité de constituer une milice volontaire pour protéger la Révolution des attaques de l'Entente, l'élite des ouvriers partit au front. Les autres formèrent des centuries armées chargées de maintenir l'ordre dans les usines et de continuer le travail. Le 2 mai 1919, ce furent les 18 centuries syndicales de Budapest qui repoussèrent les Roumains de Szolnok et brisèrent leur première offensive. On conçoit que la production industrielle de ces hommes alertés à chaque instant, plus disposés à manier le fusil qu'à diriger les machines, fut réduite.

En outre, dans les usines, les Conseils, dans le dessein de conserver les suffrages des électeurs, négligeaient d'assurer la discipline du travail et autorisaient avec la réduction des heures de labour la diminution de la production.

Varga le constatait amèrement « Si nous cherchons les causes de cet amoindrissement, nous ne les trouvons pas dans la pénurie de combustibles ou de matières premières, mais dans la suppression de la contrainte capitaliste. Dans la production capitaliste, l'ouvrier travaillait forcément, car s'il ne produisait pas le travail convenable, on le jetait à la porte. Maintenant, nous avons détruit cette discipline. Un ordre librement accepté s'établit. Malgré cette amélioration, le mal existe encore. La disparition du système du travail aux pièces et la pratique du travail horaire diminuent également le rendement des travailleurs d'élite. Trop d'ouvriers n'ont pas cette conscience socialiste qui naîtra dans les générations prochaines. Ils ne comprennent pas encore que chacun doit travailler autant qu'il le peut et consommer selon ses besoins stricts. La force musculaire et l'habileté diffèrent selon les individus. Les ouvriers ne pratiquent pas le véritable communisme fraternel et libertaire. Ils s'en tiennent aux conceptions surannées de l'égoïsme capitaliste. »

Varga, pour remédier à ces multiples inconvénients, préconisa le retour au système du paiement à la tâche et des sanctions corporatives. Ces moyens nous semblent insuffisants et contraires au but qu'ils se proposent.

Le travail aux pièces est un système autoritaire et injuste, car il avantage les ouvriers robustes au détriment des moins doués. Les travailleurs sont rétribués selon leurs oeuvres et non selon leurs besoins. Il existe, en outre, des travaux que l'on ne peut fragmenter. La surveillance d'une machine ou la composition d'une « étude » artistique exige un effort continu d'attention, une fixation de pensée difficiles à détailler. Dans les métiers où cette analyse s'effectue néanmoins, les ouvriers intéressés à produire beaucoup en peu de temps ne prêtent guère de sollicitude à leur ouvrage dont l'exécution manque de « fini ». Travaillant au maximum dans un laps d'instant toujours plus réduit, afin d'obtenir un gain supérieur, ils s'épuisent rapidement la santé ou prennent en dégoût leur tâche. Ils ont donc une tendance au chômage volontaire et dilapident ainsi ce qu'ils croyaient avoir acquis. Par l'entrepreneur qui, pour un salaire élevé, reçoit de médiocres fournitures et par le salarié qui gaspille ses forces dans l'espoir d'une meilleure rétribution dont il jouit mal, le travail à la tâche doit être économiquement condamné.

Varga recommandait aussi l'usage de sanctions corporatives variables, selon l'importance du relâchement de la discipline du travail. Les unes, comme l'admonestation par le Conseil d'Usine, l'affichage du nom, le changement d'affectation étaient surtout d'ordre moral et ne blessaient l'individu que dans sa réputation d'artisan. Les autres, comme la réduction du traitement, le renvoi de l'usine ou l'exclusion du syndicat atteignaient le délinquant dans son existence même puisqu'elles le contraignaient, dans le pire cas, à changer de métier.

Ces moyens coercitifs étaient d'une pratique délicate et peu recommandable. Ils incitaient plutôt les ouvriers à s'insurger contre le régime et à regretter l'époque capitaliste où « du moins l'on pouvait librement crever de faim. »

Varga reconnut lui-même la supériorité d'une propagande idéologique aux méthodes de contrainte. Il ne se rendit pourtant jamais compte que la propagande, dans cette conjoncture, n'est qu'un palliatif inefficace. Ce que l'on eût dû faire, durant la Commune, ce n'était pas modifier l'échelle des sanctions destinées à maintenir l'ordre, c'était changer l'ordre lui-même. A la discipline externe, autoritaire, rigide, substituer une discipline acceptée librement par ceux qui l'établissent.

Les communistes auraient dû généraliser dans les industries où son usage eût été reconnu bon, la coopération de main-d'oeuvre. Dès maintenant, dans la France bourgeoise, cette association se développe. En Alsace, dans certaines fabriques de pièces mécaniques, à Paris et dans le Centre, dans quelques typographies, dans les services correspondanciers de maintes banques d'affaires, au su ou à l'insu de l'entrepreneur, les ouvriers se groupent spontanément, se surveillent eux-mêmes, se distribuent le travail selon les qualités de chacun et reçoivent un salaire collectif qu'ils répartissent à la fois selon le travail et les besoins. Le labeur se divise de la sorte rationnellement et équitablement. Les individus, libérés du joug du contremaître ou du chef de section accomplissent la tâche qu'ils ont volontairement choisie en connaissance de leurs aptitudes. La judicieuse répartition des gains effectuée au su de tous ne suscite pas ces jalousies sournoises qui s'éveillent dans les

administrations où chacun, ignorant le traitement de son camarade, s' imagine être moins favorisé que lui par le patron. Proportionnellement à ses qualités professionnelles et à ses charges individuelles, chaque coopérateur se voit rétribué.

Il en résulte aujourd'hui même deux conséquences notables pour les économistes comme pour les anarchistes :

On constate que la discipline que s'impose de plein gré les coopérateurs est nettement plus rigoureuse que celle exigée par le patron. C'est que l'intérêt technique se place en jeu et que personne n'a plus à redouter les mesquineries administratives de surveillants stipendiés à cet effet. La seule autorité que les coopérateurs reconnaissent avec raison dans leurs travaux est la compétence technique des mieux qualifiés d'entre eux.

Et parce que ces travailleurs ont à cœur de mener à bien une tâche où leur profit immédiat est engagé, le rendement de leur production se trouve supérieur en quantité et qualité à celui des autres salariés.

## V

### LES TRANSPORTS

Eugène Landler, dans son adolescence, séduit par l'idéologie révolutionnaire, adhéra au parti socialiste. Secrétaire général du syndicat des cheminots, il possédait une telle influence parmi les ouvriers que Tisza lui-même, l'impitoyable réactionnaire, le craignait. Réfugié à Vienne en août 1919, il organisa dans la capitale de l'Autriche le parti communiste illégal hongrois.

Durant la Commune, les transports furent administrés par ses soins. En 1913, la Hongrie possédait 96.127 kilomètres de routes publiques. Le réseau ne s'agrandit pas au cours des hostilités ; mais les chemins n'étant pas pavés, certaines voies provinciales ou communales se trouvaient en 1918 absolument impraticables. Jadis, les révolutions s'étendaient par les routes nationales unissant les centres politiques et se ramifiaient par les chemins vicinaux. Ainsi s'expliquait, par exemple, l'explosion de contre-révolutions dans les contrées dépourvues de communications aisées et soumises encore, de ce fait, aux manœuvres des propriétaires locaux.

Aujourd'hui -l'expérience des trains du propagandiste Lounartscharsky le démontra- les bouleversements sociaux se développent au long des voies ferrées. Aussi les communistes hongrois organisèrent-ils avec soin le réseau ferroviaire.

Le premier réseau ouvert à la circulation atteignait en 1846 trente-cinq kilomètres de longueur. En 1918, l'ensemble des lignes dépassait 21.798 kilomètres dont 13.601 kilomètres, soit 62,4 %, appartenaient à des compagnies privées.

Après avoir exproprié les propriétaires, Landler devait choisir entre l'étatisation ou l'individualisation des réseaux.

En nationalisant les chemins de fer il aurait confié leur gestion à une administration centrale. Or, cette gestion peut s'effectuer selon un rythme différent, par la concession ou la régie. L'Etat qui abandonne à des entrepreneurs particuliers la direction des réseaux conserve la propriété nominale des voies et moyens de transport. Il obtient, en outre, sans risque, une part des bénéfices de l'entreprise. Par contre, le concessionnaire est un capitaliste. Il reste, en fait, seul maître du réseau, et un maître d'autant plus fort que l'Etat se tient derrière lui. Il résiste même avec plus d'efficacité que l'Etat aux réclamations du public, car un gouvernement dépend de l'opinion générale ; les individus qui le composent ne peuvent mépriser avec trop d'impudence les exigences de ceux qui les mandatent sans redouter un échec aux élections prochaines. Un particulier sauvegardant ses propres intérêts, ne dépendant que de lui-même, acquiert d'énergiques moyens pour résister aux Comités de défense d'usagers qui se dressent contre lui. Sa ténacité dépend de son avarice et de sa volonté. Or, celles-ci n'ont d'autres limites que la fermeté des usagers coalisés. Et les concessionnaires perçoivent directement dans leur unique intérêt les deniers du public pressé par la nécessité quotidienne.

Pour ces motifs, les concessions sont inadmissibles dans un régime communiste. Elles ne se réalisent d'ailleurs pas, car le capitalisme indigène et privé se trouve anéanti. Et lorsqu'un Etat prolétarien abandonne aux capitalistes étrangers des portions du domaine collectif, aliène certaines libertés au profit d'une fortune exotique, il ne mérite plus l'épithète de « communiste » qu'il continue parfois à s'attribuer sur les papiers officiels.

Dans une société bolcheviste ou socialiste, maintenant la puissance économique de l'Etat, ce dernier administre lui-même les réseaux ferroviaires et assure les transports. Cette régie offre au gouvernement l'avantage de lui permettre de régler l'activité du pays en interdisant à certains individus d'user des moyens de locomotion ou en suspendant le trafic. Mais la régie est un mode inférieur d'exploitation. Les autorités administratives, les fonctionnaires, tendent à dominer les compétences techniques, les cheminots. La

bureaucratie étouffe l'initiative des employés et les réclamations des voyageurs. L'expérience des bolchevistes russes fut probante à cet égard. Krassine reconnut que « l'administration actuelle des chemins de fer amena les transports à un état de complète ruine qui s'approche de l'arrêt définitif de toutes les voies de communication. ». Et il conclut « L'Administration collective, en réalité irresponsable, doit faire place au principe d'administration individuelle entraînant une plus grande responsabilité ».

Au lieu d'étatiser les moyens de transport, certains proposent de les individualiser, en donnant l'autonomie aux organismes chargés de leur gestion. Cette tendance aboutit dans le monde capitaliste, à l'établissement de multiples compagnies indépendantes dont on célèbre le bon fonctionnement des machines, la rapidité des locomotives, la modicité des tarifs. Malheureusement, on ne remarque pas assez que ces avantages proviennent directement de la concurrence que se font ces entreprises. Pour éviter ou réduire au minimum les inconvénients qu'elles ressentent de cette rivalité, les compagnies tentent de constituer des trusts, de fusionner, d'établir à leur profit un monopole. Ainsi, la concentration se réalise au détriment des usagers.

Les anarchistes préconisent la reconnaissance des moyens de transport comme propriété publique et non d'Etat. Les lignes seraient dirigées sous le contrôle technique du syndicat des cheminots et sous le contrôle administratif des employés et voyageurs. Comme une exacte discipline s'impose dans les chemins de fer où le moindre retard et la plus infime erreur entraînent de redoutables conséquences, elle serait établie, selon les cas particuliers, par les conseils locaux de district ou d'embranchement et les conseils de réseau élus par l'ensemble des travailleurs.

Les usagers réunis en Comités nommeraient des représentants au Conseil du réseau placé sous la tutelle du syndicat des cheminots. Ce conseil serait composé de délégués du public, du personnel, du syndicat et du Conseil Economique National. De la sorte, l'intérêt général se formerait réellement du concours des intérêts particuliers. L'omnipotence bureaucratique de l'Etat n'étoufferait pas l'initiative individuelle. Les moyens de transports seraient à la disposition de chacun pour l'utilité de tous.

Entre l'étatisation socialiste et l'individualisation libertaire des réseaux, Landler hésita. Il se résolut à une solution mixte Les chemins de fer passèrent sous l'autorité nominale de l'Etat; mais on laissa jouer un rôle notable aux Conseils. Les 13.601 kilomètres appartenant à des compagnies privées revinrent à la nation et furent gérés par le commissariat des transports. En fait, le Conseil d'Exploitation composé de représentants du syndicat des cheminots administra seul les lignes, sous le contrôle du syndicat et leur responsabilité commune. Dans chaque gare ou centre régularisateur, le personnel désigna le conseil de discipline et d'exploitation local, placé sous la tutelle technique du Conseil syndical d'Exploitation. Les employés des réseaux les gèrent à leur gré, sans tenir compte des décisions prises par les fonctionnaires du Commissariat. Les chemins de fer confiés à la diligence du syndicat furent donc partiellement individualisés.

La puissance des conseils d'exploitations ferroviaires atteignit même un degré tel que Landler ne put appliquer les mesures destinées à supprimer le trafic par havresac. Le troc des vêtements ou des meubles fournis par les offices contre des produits de la terre s'effectuait en effet par chemins de fer. Les tarifs n'avaient pas suivi la hausse des salaires ; et les voyages coûtaient peu. Pour empêcher le transport par havresac et rétablir l'équilibre de la répartition, Landler voulut interdire quelque temps l'accès des voitures aux voyageurs ne remplissant pas de fonction publique. Seul, le charroi des vivres destinés aux offices d'approvisionnement aurait été permis. Cette décision d'un usage aisé pour un gouvernement administrant ses réseaux en régie ne put être appliquée. Landler devant l'hostilité des cheminots et de leur syndicat, sentit que l'Etat n'était pas le véritable maître des lignes et modifia son projet.

En 1919, les recettes des chemins de fer atteignirent 71.300.000 couronnes en billets blancs ; les dépenses dépassèrent 667.000.000 kcs. Mais à ce déficit, motivé surtout par la dévalorisation du numéraire, ne correspondit pas une désorganisation du trafic. Les voitures furent soigneusement entretenues au contraire et les horaires de trains disposés de façon à satisfaire les usagers. L'activité ferroviaire ne diminua point.

## VI

### LA POLITIQUE AGRAIRE

Asservis politiquement et économiquement aux propriétaires fonciers, journaliers, domestiques et petits paysans se trouvaient, avant la guerre, désorganisés, sans initiative révolutionnaire. Deux anarchistes, Etienne Varkonyi et Eugène Schmidt s'efforcèrent de remédier à cette situation. Fils d'agriculteur, longtemps maquignon, Varkonyi adhéra au parti social démocrate dont le réformisme l'écœura et qu'il abandonna en 1896.

Influencé par le communisme libertaire, il fonda *l'Alliance Paysanne* qu'il dota d'un journal « *A Földemüvelo* » (Le Paysan). Il entra en lutte contre les socialistes qui, après avoir tenté d'assujettir les syndicats industriels, s'efforçaient de gagner la sympathie des ruraux, dans un but électoral. Le 14 février et le 8 septembre 1897 à Czegled, Varkonyi tint deux congrès dans lesquels il définit son programme. Ayant manifesté son mépris pour la démocratie parlementaire et démontré la vanité du suffrage universel, même secret, il déclara que les terres ne devaient pas être morcelées entre les paysans valides comme le suggéraient les marxistes, mais communalisées et cultivées en commun. Afin de préparer l'expropriation des seigneurs fonciers et d'éduquer économiquement les campagnards en leur donnant confiance dans leur force, il fallait établir immédiatement des instituts coopératifs, des syndicats et recourir à la grève générale.

Aidé d'Eugène Schmidt, disciple de Tolstoï, Varkonyi prépara, en 1897, la première grève paysanne hongroise. A l'époque de la moisson, les paysans refusèrent de servir si l'on n'augmentait pas le taux des salaires. Les propriétaires furent tellement surpris par le mouvement et acculés à la ruine qu'ils insistèrent auprès du gouvernement pour que l'on fit venir des émigrants asiatiques. Les autorités préférèrent recourir à la force armée et à la compression législative. La troupe contraignit les paysans à moissonner; on emprisonna six mille grévistes; les députés, tous propriétaires fonciers, édictèrent contre *l'Alliance Paysanne* et les grévistes agricoles les fameuses lois de 1898, connues sous le nom de « Lois Scélérates ». En 1904, Varkonyi reprit l'agitation, mais parmi les seules populations de la Plaine. Le nouveau mouvement s'éteignit rapidement.

Eugène Schmidt, séparé de Varkonyi après les événements de 1897-1898 fit alors de la propagande communiste parmi les sectateurs nazaréens. Les Nazaréens commencèrent à prendre de l'importance en Hongrie vers la fin du dernier siècle. Partisans résolus de la non-violence, ils refusaient de porter les armes et, pour ce motif, entraient en conflit perpétuel avec le Ministère de la guerre. Tous cultivateurs, ils se montraient d'une grande douceur avec leurs bêtes et travaillaient d'ordinaire pour le compte de propriétaires qui, profitant de leur résignation mystique, abusaient odieusement d'eux. Eugène Schmidt substitua à leur idéologie imprécise et sentimentale un substantiel programme économique. Il leur montra les avantages du communisme et leur recommanda, comme moyens d'expropriation pacifique, la grève générale et la résistance passive. En 1919, les nazaréens comptaient environ 18.000 adeptes en Hongrie; ils furent dans les campagnes les auxiliaires précieux des communistes. Eugène Schmidt partit ensuite pour l'Allemagne où il vécut le reste de sa vie, imaginant la philosophie gnostique, mélange curieux d'individualisme libertaire et de religiosité.

Un valet de ferme natif d'Orosháza, Sandor Csizmadia tenta de réorganiser le prolétariat agricole en lutte contre les propriétaires. Poussé par la misère qui sévissait dans son département, il abandonna sa métairie et devint cheminot. En 1894, il fut emprisonné pour propagande anarchiste; on l'incarcéra d'une manière presque continue jusqu'en 1904. Dans son cachot, il apprit à lire et à écrire. Il se révéla bientôt poète et écrivit ses *Chants du Proletaire* (Proletarkoltemenyck) et *A l'Aurore* (Hajnel'ban) qui rendirent son nom célèbre. Il décrivit en termes émus la détresse des paysans. Puis, il lança cette *Marseillaise des Travailleurs*, l'hymne révolutionnaire magyar, que clamait la foule révoltée exigeant en novembre 1918 l'abdication du Roi et le départ de l'homo régius. Le 13 décembre 1905, Csizmadia et ses amis constituèrent *l'Union des Travailleurs campagnards*. Cette organisation prit rapidement une extension considérable. En mai 1906, elle comptait 300 groupes et 25.000 membres; en janvier 1907, 350 groupes et 40.000 membres. Au Congrès de Pâques de cette même année, elle avouait 552 groupements et 50.000 membres. En août 1907,

75.000 syndiqués se réunissaient dans 625 groupes. Sentant leur force, journaliers et domestiques se mirent en grève et réclamèrent avec une augmentation des traitements, la révision des pactes les liant aux propriétaires. Quatre mille paysans furent arrêtés et, pour contraindre les domestiques à respecter les clauses des contrats, le gouvernement édicta une loi obligeant les serviteurs à remplir fidèlement leurs engagements sous peine de 400 couronnes d'amendes ou 60 jours de cellule. Enfin, bien que l'Union eut été dûment autorisée, le 7 janvier 1906, elle fut complètement dissoute en 1908 par ordre d'Andrassy, ministre de l'Intérieur. Csizmadia, arrêté en 1906 puis relâché fut inquiété de nouveau; il parvint à disparaître quelque temps. Jusqu'à la guerre, il poursuivit sa propagande et collabora aux divers journaux révolutionnaires. Un de ses amis *Waltner*, plus connu sous son prénom de Jacob reconstitua les syndicats agricoles qui se disloquèrent en 1914.

L'activité des militants communistes libertaires dans les campagnes obtint un double résultat :

1° La situation des paysans s'améliora légèrement après chaque soulèvement. Malgré la ruine des organisations corporatives, le taux du salaire nominal s'accrut comme le témoigne ce tableau.

***Salaires des journaliers (par jour)***

En 1884	avant la grève durant l'hiver	Kcs :1,12
	durant les moissons	Kcs : 1,76
En 1898	après la grève durant d'hiver	Kcs : 1,25
— —	durant les moissons	Kcs : 2
En 1905	avant la grève durant l'hiver	Kcs : 1,36
— —	durant les moissons	Kcs: 2,27
En 1905	après la grève durant l'hiver	Kcs : 1,42
— —	durant les moissons	Kcs: 2,45

***Salaire des domestiques (par an)***

En 1905	avant la grève (nature et espèces)	Kcs: 355
En 1908	après la grève — — —	Kcs: 430

On remarque qu'après chaque grève, le salaire nominal des journaliers s'est élevé, mais dans de plus fortes proportions à l'époque des moissons.

En effet, durant l'hiver, les propriétaires, ne ressentant pas le besoin immédiat d'ouvriers, n'augmentent les traitements que dans une mesure restreinte. Mais au temps des récoltes quand ils ne peuvent absolument pas se passer de journaliers et que ceux-ci, le comprenant, menacent de ne pas lever le blé, afin d'éviter la faillite et d'apaiser leurs aides, les seigneurs sont contraints de hausser notablement le taux des appointements. Les domestiques ne participèrent pas à la coalition des journaliers en 1897.

Leurs gages atteignaient à ce moment une moyenne annuelle de 320 Kcs. Attachés non seulement comme les journaliers aux propriétés mais encore à la personne de leurs maîtres, ou de ses intendants, leur situation restait misérable d'autant qu'ils ne pouvaient se révolter sous peine de manquer d'ouvrage et de se voir emprisonner. Néanmoins, après qu'ils eurent été enrôlés et surtout éduqués par Csizmadia, ils entrèrent aussi en conflit avec leurs patrons, en 1907. Ils en retirèrent un accroissement de gains de 25 % environ.

2° Par suite de l'influence des anarchistes et de l'activité des organisations fondées par leurs soins, la propagande marxiste n'eut aucune prise sur les paysans. Aussi la politique agraire pratiquée par la Commune Hongroise différa-t-elle totalement de celle que suivirent les bolchevistes russes

A la tête du commissariat de l'agriculture rattaché par la suite au Conseil Economique se trouvèrent Csizmadia et Georges Nyisztor, aidés d'Eugène Hamburger et de Charles Vantus.

Un front immense, des yeux pleins d'astucieuse bonhomie, une courte bouffarde continuellement plantée entre des dents solides au coin droit de la bouche, une abondante moustache noire an broussaille, l'allure trapue, la démarche pesante d'un paysan qui semble emporter à ses bottes les mottes du champ qu'il vient de

labourer, tel se présentait Nyisztor, hier encore paisible cultivateur de la plaine.

Ancien secrétaire général du parti social-démocrate, Hamburger s'était depuis longtemps spécialisé dans les questions agraires. Vantus, commis d'une caisse mutualiste, le secondait.

Moins de quinze jours après leur nomination, les commissaires publièrent, le 4 avril, cet avis :

1° La terre hongroise appartient à la communauté des travailleurs; qui ne travaille pas ne peut en jouir.

2° Toutes les grandes et moyennes propriétés accompagnées des bâtiments, cheptel et matériel aratoire reviennent, sans rachat, à la communauté.

3° La petite propriété devient avec la maison et les dépendances annexes simple possession de celui qui jadis en était propriétaire. Le commissariat de l'Agriculture décidera en tenant compte des conditions locales des propriétés à classer comme grandes et moyennes.

4° Les individus ne pourront se partager les propriétés des communautés.

5° Les propriétés des communautés sont administrées par des Coopératives. Pourront devenir librement membres de ces Associations de production les personnes des deux sexes qui consacreront à la production un certain nombre de journées de travail. Chacun recevra une part du revenu proportionnel à son travail.

6° L'organisation des Coopératives sera réglée dans le détail ultérieurement.

7° Le commissariat de l'Agriculture dirigera techniquement, par l'entremise des Conseils locaux, la mise en valeur des propriétés.

Ainsi se manifestait officiellement la volonté du nouveau régime de constituer le communisme agraire sous forme de Coopératives ou de Syndicats de production. Les bolchevistes russes, au contraire, après l'échec des socialistes révolutionnaires de gauche, préconisèrent ouvertement la création et le développement de propriétés foncières individuelles et l'abandon de l'exploitation collective du Mir. Ils espéraient, par l'intérêt particulier et l'amour avare du sol, inciter les paysans à pratiquer la culture intensive et à accroître de la sorte le rendement de la production. Ils tombaient dans la même erreur que le démocrate Karolyi et devaient se heurter bientôt à l'hostilité des agriculteurs.

En Hongrie, où la concentration foncière était très grande, les paysans n'eurent qu'à exproprier les maîtres des latifonds et instaurer, en place de l'ancienne direction, des Associations de producteurs susceptibles de se doubler postérieurement de Coopératives autonomes de consommation.

Sous l'impulsion d'Eugène Schmidt, des Coopératives de production avaient été fondées en 1899, principalement parmi les cultivateurs de blé et les éleveurs transylvaniens. En 1891, une Association pour l'achat au gros des machines s'instituait. Par la suite, on construisit des écuries et des greniers communs ; on disposa de centres d'instruments agricoles. Par l'entraide, l'eau potable et la lumière pénétrèrent dans les hameaux isolés de la plaine. Des Sociétés de Crédit aux artisans s'établirent. En 1914, trois millions de couronnes reposaient en dépôt dans leurs caisses. Face à ces Coopératives de travailleurs se dressèrent des cartels capitalistes. Et l'activité du plus important d'entre eux, le cartel des porcs, fut l'une des causes économiques de la guerre mondiale : Les grands propriétaires pratiquaient, en vue de la vente et de l'exportation, l'élevage des verrats et gorettes, surtout dans les départements de l'Est. Mais les cochons hongrois, de petite taille et d'une lente croissance sont peu prolifiques. Les éleveurs ayant fondé un cartel et ne redoutant pas de concurrence indigène, vendaient aux consommateurs hongrois leurs bêtes à un prix exagéré. Or l'élevage du porc est promu, en Serbie, au rang d'industrie nationale : les porcs serbes possèdent une chaire abondante, se reproduisent et croissent facilement. La plupart de ces animaux s'exportaient en Hongrie où leur prix de vente était inférieur à celui des bêtes magyars. Il en résulta une concurrence acharnée entre éleveurs serbes et hongrois qui aboutit à l'établissement par la Hongrie de droits prohibitifs sur l'entrée à la douane des cochons serbes.

La Serbie, lésée dans sa principale branche d'exportation, répondit par la fermeture de ses frontières aux produits hongrois. Néanmoins, malgré la hausse successive des droits qui les frappaient, les cochons serbes continuaient à se vendre, en Hongrie, malgré leur qualité supérieure, à un prix moindre que les magyars. Il s'établit de la sorte entre les deux pays une rivalité économique d'une violence inouïe, l'un des facteurs de l'ultimatum de 1914. Par suite de la concentration des capitaux fonciers, l'usage des engrais et machines

destinés à la culture de vastes superficies se répandait beaucoup. Alors qu'on ne comptait en 1871 que 4.409 machines d'un fonctionnement primitif, on en dénombrait en 1915, 48.070 ainsi que l'atteste le tableau suivant :

	Charrues à vapeur	Tracteurs	Machines à battre	Moissonneuses- faucheuses
1871	18	?	2.464	1.927
1895	129	50	9.509	13.329
1915	771	182	28.907	18.210

Dans des propriétés d'étendue restreinte, l'emploi de ces instruments eut été trop onéreux, voire inutile. La gestion de ces machines fut donc confiée à des organismes puissants : les Syndicats de production.

La politique agraire suivie par les révolutionnaires fut communiste. Mais dans l'application, deux méthodes s'opposèrent. certains, tel Hamburger, voulaient placer les terres sous le contrôle direct de l'Etat, organiser mécaniquement l'agriculture, instituer des «usines agraires » dont les travailleurs n'auraient été que les rouages passifs. Ils négligeaient complètement l'amour passionné du sol et l'esprit individualiste des paysans. Les autres, avec Czimadia, désiraient communaliser les biens fonciers, les mettre sous un contrôle local. L'agriculture ne devait pas être considérée comme l'industrie et centralisée ; mais, en maintenant la concentration du matériel, il fallait tenir autant compte des besoins de la commune que des intérêts collectifs. Les paysans conservaient dans l'organisation et le choix de la production une certaine autonomie. Entre les commissaires, le conflit fut assez violent. Etatistes et communalistes s'efforçaient de faire appliquer leur point de vue. Finalement, l'opinion de Csizmadia prévalut ; mais celui-ci dû se démettre de ses fonctions. Un ridicule conflit avec le personnel féminin du Central Télégraphique Pestois servit de prétexte.

On constitua donc dans chaque commune un Syndicat de production autonome, dépendant techniquement de l'Office des Syndicats ruraux. Cet Office reçut d'abord les instructions du Commissariat de l'Agriculture, puis, après le rattachement de ce Commissariat au Conseil Economique, de la section rurale du Conseil. A la tête de chaque Syndicat communal se trouvait un ingénieur agronome. Il était assisté et contrôlé par le Conseil d'Exploitation élu par l'ensemble des paysans composant le Syndicat.

Les conséquences de la politique agraire diffèrent nettement de ceux de la politique industrielle. Les terres furent entièrement cultivées, malgré l'invasion des soldats de l'Entente. Au lieu de constater une diminution de la production comme dans les usines, on remarqua un développement de l'aire d'ensemencement. La récolte estivale opérée malheureusement par les Franco-Roumains fut d'un rendement et d'une qualité supérieurs à la moyenne des années antérieures. Les paysans travaillèrent le sol communal avec un extraordinaire entrain.

Le salaire nominal et le salaire réel s'accrurent dans d'énormes proportions. Un porcher gagna 1.500 couronnes, ce qui, malgré la dévalorisation du numéraire représentait une hausse notable du rapport du gain nominal au coût de la vie. Varga déclara d'ailleurs à ce sujet « Ce furent les ouvriers pauvres des champs qui bénéficièrent de la révolution de Karolyi et du régime prolétarien. Leur niveau d'existence et surtout leur alimentation subirent une amélioration absolument imprévue. Ils obtinrent une hausse rapide des salaires. Et cette hausse fut réelle car elle ne se traduisit pas par l'acquisition d'une plus grande somme d'argent mais par l'obtention de plus de denrées. »

Aussi les domestiques et journaliers se montrèrent les ardents défenseurs du régime. C'est ce qui explique, en partie, qu'à l'encontre de ce qui se passa en Russie, aucun soulèvement paysan spontané n'éclata.. Les manifestations réactionnaires eurent toujours lieu, à l'arrière du front franco-roumain, en pays occupé, comme à Arad ou à Szeged. Les régiments campagnards, ceux-là même qui levèrent les premiers la crosse en octobre 1918, composèrent les troupes les plus enthousiastes de l'armée révolutionnaire. Ils lâchèrent pied les derniers. Et, au 15 août 1919, alors que depuis une semaine, les Alliés avaient renversé les Conseils et occupé la banlieue de la capitale, les derniers bataillons ruraux, dispersés dans la plaine, tenaient encore

désespérément tête aux Roumains.

Enfin, les sectateurs nazaréens, ces paysans qui, grâce à Schmidt, avaient acquis des convictions communistes en sauvegardant l'essence pacifique de leur religiosité d'antan, servirent utilement la Commune. En Transylvanie, où ils étaient nombreux, ils tentèrent de résister par la grève aux envahisseurs. En Hongrie, avec les agriculteurs du département de Samozy, ils instituèrent les premiers les Syndicats de production dont ils formèrent les cadres.

Toutefois, vers mai 1919, les grandes villes reçurent soudain moins de denrées de la campagne. Le blocage des cités par les champs commença. Les remèdes préconisée par certains commissaires tels que réquisitions de vivres, impôts et prestations en nature apparurent inopérants, car on ne sut pas immédiatement remarquer le mécontentement des paysans contre les ouvriers.

Pendant les premiers mois du régime, les campagnards nourrirent libéralement les travailleurs industriels. En échange, on ne leur remit que du papier-monnaie. Les agriculteurs thésaurisèrent et continuèrent d'approvisionner ; mais l'argent se dévalorisant davantage, conformément au plan communiste, ils se rendirent vite compte du rôle parasite joué par les villes. Ils exigèrent alors que leurs denrées fussent troquées contre des machines aratoires et qu'il y eût un rapport constant d'échange de produits entre les industriels et eux. Malheureusement, la plupart des ouvriers qualifiés, enrôlés dans les bataillons rouges, combattaient sur le front. Les matières premières manquaient. Plus les exigences des paysans croissaient, moins les usines se trouvaient en état de les satisfaire par suite de la désorganisation industrielle et de la pénurie de main-d'œuvre spécialisée. Les paysans réduisirent les ventes aux villes. Ils cultivèrent pour eux et leurs communes ; ils n'échangèrent leurs produits que contre d'autres produits agricoles, du vin contre du blé, par exemple. Ils se contentèrent des machines d'avant-guerre ; ils revinrent à l'économie familiale et purement rurale. Entre eux et les ouvriers, un fossé se creusa.

Les villes d'elles-mêmes s'efforcèrent de remédier à cette situation. Pour diminuer les conséquences du monopole campagnard, elles tentèrent de mettre en application les idées émises par Kropotkine dans la « *Conquête du Pain* », principalement dans le célèbre chapitre des *Denrées*.

Dès le mois d'avril, on laboura les champs de course de Budapest et les domaines de la banlieue. Des vaches furent réunies, près de la capitale, dans de vastes étables promptement édifiées ; les sans-travail, les anciens employés de métiers devenus inutiles, les fonctionnaires licenciés cultivèrent la terre. On mit de multiples moyens scientifiques à leur disposition. Les résultats furent magnifiques.

Pendant la Commune, malgré le blocus exercé par l'Entente et la méfiance des campagnes, les villes furent abondamment pourvues de légumes maraîchers. Conformément au système de rationnement décrit plus haut, la population disposa de laitages et de viande (2 fois par semaine). Certes, il n'y eut presque pas d'œufs, de volailles ou de graisses animales, en somme de produits de ferme. Mais il n'est pas douteux -une expérience de cinq mois le prouve- qu'une cité et sa banlieue, assiégés économiquement, peuvent, dans une grande mesure, pendant un certain temps, se suffire à elles mêmes et attendre ainsi la fin de l'investissement.

Si Bela Kun avait laissé l'armée repousser les envahisseurs et rejoindre la Russie et la Bavière, s'il avait accompli son devoir révolutionnaire et non singé les diplomates, les ouvriers auraient repris bientôt leur place dans les usines intactes, fabriqué des machines, dissipé les craintes des ruraux et consolidé, avec le prolétariat agraire, l'alliance économique, principal moteur du succès d'une révolution.